

surtout fait sentir peut-être dans le domaine des arts et de la littérature. Mais l'armature sociale changeait aussi à d'autres égards. Les co-opératives, les syndicats ouvriers, les co-opératives de crédit croissaient rapidement dans cette province. Les changements qui s'opéraient dans le régime d'enseignement étaient plus importants encore. Le génie, le commerce, les sciences naturelles et les sciences sociales ont commencé à attirer un nombre toujours croissant d'étudiants.

Les Canadiens de langue anglaise sentaient, bien entendu, qu'il se passait quelque chose au Québec. De plus en plus, nous nous rendions compte de l'importance du Québec comme partenaire au sein de la Confédération. Ce n'est ni la bonne volonté ni le désir qui nous manquaient pour comprendre la situation particulière du Québec. Mais peut-être nous fallait-il subir un choc pour saisir toute la signification de ce qui était arrivé, de la révolution sociale survenue au Québec. Ces dernières années, le choc nous est venu du séparatisme, de l'agitation en certains milieux, dont on a tant parlé, en faveur de ce qui s'est appelé la libération politique. Il s'agissait d'une réaction poussée à l'extrême à l'égard d'une transformation industrielle et sociale amorcée depuis une quinzaine d'années au moins. D'autres réactions, moins extrêmes mais peut-être plus significatives et tout aussi sincères, ont manifesté à quel point le Québec était mécontent de la position qu'il occupe dans la Confédération. De toute manière, pour lui, le temps de l'isolationnisme rural était révolu. Envisager sa seule survivance, et même sa survivance industrielle, au sein de la Confédération, n'allait plus lui suffire.

Tous nous nous rendons bien compte, je crois, que les Canadiens français sont décidés à devenir maîtres de leur destinée économique et culturelle dans leur propre milieu qui n'a pas fini de changer. Ils ne pensent pas ainsi s'isoler. Au contraire, ils voient là le seul moyen pour eux de jouer le rôle qui leur revient de droit dans le véritable épanouissement de la Confédération canadienne. A cette fin, ils veulent pouvoir participer pleinement à tous les services de l'État où tous seraient sur un pied d'égalité et où leur langue serait parfaitement reconnue. Ce droit découle du principe de l'association de partenaires égaux dans la Confédération.

Dans le cadre actuel de la Confédération, les Canadiens de langue française peuvent-ils atteindre cette objectif qu'est la participation à part entière à la gestion des affaires de l'État, ainsi que la pleine jouissance de droits et d'avantages? Je pense que la réponse dépend en partie des Canadiens français eux-mêmes, s'ils consentent à poursuivre les

grands efforts entrepris depuis 1960 pour perfectionner leur régime d'enseignement afin d'assurer qu'il y ait assez de Canadiens français compétents pour profiter des avantages qui s'offriront et s'acquitter des responsabilités qui en découlent.

Toutefois, la réponse, à mon sens, dépend dans une plus grande mesure encore des Canadiens de langue anglaise parce que nous sommes la majorité. Dans l'administration des milieux industriels et dans les services publics fédéraux, ce sont les Canadiens anglais qui doivent accepter les changements nécessaires pour que l'association à part entière devienne réalité. Sommes-nous prêts à les accepter? Sommes-nous prêts, non seulement à accepter ces objectifs à longue échéance pour parvenir à une association, mais—ce qui est plus important et plus difficile pour nous peut-être—sommes-nous prêts à prendre des mesures immédiates et concrètes pour y arriver?

Si ces questions reçoivent une réponse affirmative, nous pourrions alors envisager avec confiance l'avenir de l'unité de notre pays et espérer une nouvelle période de force et d'unité qui nous permettra de surmonter toutes les difficultés d'ordre économique, culturel et politique et de progresser ensemble à titre de Canadiens. Mais si la réponse est négative, non pas tant la réponse verbale que celle qui s'appuie sur des faits, et si nous ignorons ou négligeons les devoirs et les droits que comporte une véritable association, nous continuerons au Canada de nous buter à des difficultés successives jusqu'au jour où la majorité dans chacun des deux camps en aura assez de cette expérience canadienne. Le résultat final en serait sans doute la séparation. Mais je suis convaincu que tous nous sommes d'accord pour voir dans une telle solution un geste malheureux de désespoir car elle mettrait fin à l'unité de notre pays et elle constituerait la trahison de notre magnifique héritage national. Ce serait une perte, une perte indescriptible pour nous tous.

A l'heure actuelle, alors que les hommes et les nations libres ont surtout besoin de se rapprocher sur le plan politique, économique et culturel, d'accepter et d'agir à l'égard des impératifs et des occasions d'interdépendance, maintenant plus que jamais, il serait tragique pour les Canadiens de devoir reconnaître qu'ils n'ont pas réussi à unifier leur propre pays d'une façon véritable et significative, c'est-à-dire une unité ne comportant pas le sacrifice de valeurs particulières et distinctes. Pas un seul Canadien, assurément, ne pourrait envisager, sans un regret amer, l'affaiblissement, sans parler de l'échec de la Confédération, surtout quand le Canada s'est taillé une place dans le monde où il inspire tant de respect.